

COLOMBIE : UNE SUCCESSION DE PROCESSUS DE PAIX ET DE GUERRES À DEUX OU TROIS CAMPS

ALAIN JOXE *

Un processus de négociations sur un retour à la paix est actuellement engagé entre le gouvernement colombien et les deux principales forces de guérillas, les FARC et l'ELN. Annoncées en 2012, puis tenues à La Havane depuis 2013, sous les auspices de trois États « garants » et de trois États « accompagnateurs », ces négociations qui portent sur six points ont déjà abouti à un accord sur les trois premiers d'entre eux : les questions agraires, le retour à la vie politique des guérillas, la fin du conflit. L'économie des drogues illicites, les réparations aux victimes de la guerre et les modalités de la ratification et de la validité de l'accord restent l'objet des négociations qui se poursuivent pour mettre fin à un conflit qui dure depuis cinquante ans et dont la belligérance n'a pas été suspendue.

Je suis

*Je suis de ces hommes qui font des vers
quand ma pensée me donne une musique.*

Je suis un soupir que m'apporte le vent.

Je suis le sentiment de la terre mienne.

Hélas ! je suis un cri, je suis une plainte.

Je suis un soupir, je suis une peine.

*Hélas ! je suis l'angoisse qu'on vit dans mon peuple
en train de mourir de nécessité.*

*Je suis le jeune qui laisse l'école
car sans argent on peut pas étudier.*

*Je suis l'homme qui est toujours malade
car n'ai pas de quoi aller chez le docteur.*

*Je suis l'homme coupé en deux par la peur
de leur dire, à ceux d'en haut, ce qu'ils sont :
de fêtes en fêtes, ils maintiennent le peuple
pour que n'éclate pas la révolution.*

*Ici en Colombie tout ce qui est bon
est organisé pour ceux d'en haut.*

*Ceux d'en bas continuent à vivre
sans pain et sans toit et sans médicaments.*

« Chanson populaire »

* DIRECTEUR D'ÉTUDES À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Le processus de paix est négocié entre le gouvernement colombien et les guérillas (essentiellement la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie d'origine communiste), mais aussi l'ELN (Armée de libération nationale), d'origine foquiste chrétienne). Il cherche à mettre fin à une guerre, *supposée dater* de 1948, de l'assassinat par le parti conservateur du leader populaire libéral, Gaitan, et le soulèvement libéral de gauche et les massacres qui suivirent. Cette guerre est perçue comme permanente : 1. du fait de la présence durable de la guérilla des FARC et de l'ELN, toutes deux formées en 1964 ; 2. du fait de la persistance remarquable au pouvoir, à la tête de l'État, des classes oligarchiques et des dynasties familiales datant du XIX^e siècle.

Les FARC et l'ELN, ne furent pas les seules guérillas, mais ce sont celles qui subsistent¹.

Plusieurs fois menacé de disparition totale, l'ELN, qui a rarement négocié la paix en alliance avec les FARC, s'adonna aux enlèvements d'otages contre rançon, dont des cadres de sociétés pétrolières étrangères. Les FARC, malgré leur évolution vers un statut de « narcoguérilla », sont restées jusqu'au bout le symbole d'une revendication de réforme agraire de la paysannerie des zones pionnière et des zones de latifundios et partisans d'un point de vue social dans la définition de la République, à contre-courant du néolibéralisme actuel.

40

Comment expliquer cette continuité et pour ainsi dire ce caractère institutionnel des guérillas paysannes dans ces cinquante années de vie politique qui ont vu se modifier la plupart des paramètres économiques et idéologiques dominants à l'échelle internationale et régionale ? Sur quel avenir ouvre l'ultime processus de paix ? La paix sera-t-elle conclue et sous quelle forme ?

Nous allons successivement aborder les points suivants :

- Une description nécessaire de la spécificité de la nation colombienne et sa définition par une anthropologie de la domination.
- Les six processus de paix antérieurs depuis 1948 et leurs caractéristiques.
- Les causes systémiques de la guerre : non-territorialité des adversaires et dualité hors la loi de la nation.
- Le processus de paix actuel et les modalités de la négociation et sa progression jusqu'au début de 2014.

¹ Le M-19 (rojas-pinillistes de gauche), l'EPL (maoïste) ont constitué des groupes armés moins importants qui ont disparu ou sont retournés à la vie civile.

- Conclusions : sur les pronostics optimistes ou pessimistes qui caractérisent ce processus encore en cours.

Anthropologie de la domination

La Colombie fut une colonie espagnole, dotée d'un mode de production *esclavagiste* avec main-d'œuvre asservie, africaine, importée, dans les plantations des plaines côtières ; société seigneuriale quasi féodale chez les latifundistes des hautes terres de culture et d'élevage ou les plantations tropicales ; société *paysanne* libre anarchique chez les pionniers du front défricheur ou les zones populaires de colonisation espagnole ; société tribale, chez les Indiens ; culture commerciale et industrielle donc bourgeoise et capitaliste, dans les villes des hauts plateaux et les ports.

La marqueterie des classes sociales dans un espace-temps hétérogène

Il y a eu coexistence spatio-temporelle de tous ces modèles de production et de consommation, de conquête d'oppression et d'expulsion par menace de mort. Le monopole de la menace de mort n'a jamais été acquis à l'État central. La souveraineté des entreprises, féodales ou mercantiles ou délinquantes, est un héritage de l'anarchie oligarchique qui évolue depuis trente ans vers un modernisme néolibéral ; sur ses franges, elle facilite une reproduction d'esclavage industriel par des massacres, qui seraient tribaux en Afrique et religieux au Moyen-Orient, mais pas en Amérique latine, où il s'agit bien de lutte politique de classes.

Pour comprendre cette culture politique plurielle, il faut décrire l'originalité avec la précaution d'un anthropologue. Le *développement* a bien lieu, en plusieurs étapes après l'indépendance. Devenu national puis néocolonial, puis transnational et financier, le pouvoir d'État colombien est resté jusqu'à présent entre les mains d'une oligarchie d'ancien régime. Les classes dominées sont loin d'être composées massivement des salariés de la classe ouvrière ou des classes d'employés commerciaux. Plèbe pauvre des villes, réfugiés des classes rurales décimées par la guerre ou expulsées sous menace par des mafias de la drogue, mais assistée en ville par des partis modernes ou les réseaux narco-populistes, appartient à la sociologie des *Misérables* de Victor Hugo et Dickens ou des mafias de Chicago ou du Far West.

L'histoire autonome de la Colombie commence donc par un processus de décolonisation, mais qui laisse en place une des oligarchies aristocratiques coloniales les plus cultivées de l'empire

espagnol des Indes occidentales. La Royale Académie de la langue espagnole de Bogota est la source de l'unification du castillan comme langue officielle de tout l'empire. Néanmoins, par sa culture universitaire et politique urbaine, elle appartient à l'univers idéologique, même si le discours managerial, d'origine électronique, s'y répand aussi, comme partout, comme un snobisme américain d'avenir rentable.

Valeur paradigmatique du cas colombien

Telle qu'elle est devenue, la Colombie est donc un *microcosme*, une miniature locale du chaos global ; son étude peut nous parler de l'avenir du monde.

42

Faire la paix, à toutes les étapes, ne pouvait être une tâche facile dans cette marqueterie de seigneurs, de peuples urbains, de juristes irréprochables ou corrompus, de bandits (d'honneur ou non), de serfs et d'esclaves libérés, de communistes et de libéraux conservateurs. En chassant la couronne espagnole, l'oligarchie « pied-noir » s'obligeait à gérer la révolte par la guerre, en deux fronts de déséquilibres : un affrontement de classes industrielles qui engendrent éventuellement la démocratie et un conflit archaïque pour la terre cultivable qui produit éventuellement de la tyrannie. Mais l'oligarchie manœuvrait en retenant ensemble ces deux mondes, comme une double structure nationale et non comme une structure coloniale. En Europe, la démocratie métropolitaine et l'outre-mer de la tyrannie coloniale sont séparées. C'est là une façon de définir le fascisme comme guerre coloniale et la démocratie comme paix sociale, qui sont ici groupés dans un même pays. Le néolibéralisme cherche partout, aujourd'hui, par l'hégémonie des purs critères financiers des entreprises plurinationales délocalisées, à détruire la souveraineté démocratique et, en général, l'État-nation, pour laisser *sans espace politique* délimité la résistance des classes populaires.

Mais la destruction de l'État est aussi un facteur de désordre néfaste pour la domination technique du système financier sur les économies. C'est là une contradiction irrémédiable du modèle néolibéral conquérant, actuellement à l'offensive à l'échelle de la planète.

Sous ce rapport, le processus de paix colombien a une importance paradigmatique qui dépasse son sens local : il a pour objectif la reconstruction d'un état souverain sur un territoire pluriel mais divisé plutôt par zones d'altitude que par régions, et qui ne tend pas trop à exploser par sécessions régionales. Conserver cette identité, mais apaisée par une politique sociale, est un objectif « démodé » qui, selon les principes de la religion des marchés

financiers, mérite donc d'être détruite avant de devenir exemplaire. Pourtant le processus de paix colombien n'est pas un cas totalement isolé en Amérique latine.

Ce processus peut être défini comme une dernière chance de ne pas tomber dans l'autodestruction ou une première expérience régionale de résistance au chaos néolibéral. Il faut d'abord rappeler brièvement l'essentiel des processus de paix antérieurs qui marquent, dans la violence, un effort cérémoniel de paix, redondant depuis 1948.

Les processus de paix antérieurs à celui actuel du président Santos

Le « processus de paix », auquel nous assistons actuellement en Colombie n'est pas le premier, mais le cinquième ou même le septième : on peut en effet compter comme un *premier « cessez-le-feu »* le coup d'État et la dictature militaire imposé par le général Rojas Pinilla en 1953, forçant la fin des combats entre les deux partis politiques traditionnels, et comme un *deuxième cessez-le-feu*, sous le régime du Front national qui succède à Rojas, le moment de la tolérance *de facto* des zones d'autodéfense pacifiées, organisées par le PC dans les régions montagneuses.

43

Le coup d'État du général Rojas Pinilla

Devenant président (1953-1957), il met fin à la *violencia*, guerre civile entre conservateurs et libéraux, qui fait 300 000 morts de 1948 à 1953. Trois mois après sa prise de pouvoir, Rojas obtient la signature d'un armistice de la part des guérillas libérales et cette suspension permet, après le renversement du dictateur, en 1957, l'établissement du régime dit du *Front national*, par un accord entre libéraux et conservateurs qui décident de partager le pouvoir en se répartissant équitablement dans le temps les charges gouvernementales. Ainsi, pendant 20 ans, les deux partis se succéderont à la présidence de la République, par période de quatre ans, sans qu'aucune autre formation politique puisse se présenter à des élections.

Les « Républiques » de Marquetalia ; zones d'autodéfense paysannes pacifiées (1958-1964)

Le régime de réconciliation oligarchique du Front national ne peut empêcher la persistance d'une guérilla libérale de gauche et d'une guérilla communiste qui dès 1958, crée des zones d'autodéfense paysanne dans des régions montagneuses. Organisées comme zones pionnières de paix et refuge pour ceux qui ont fui la violence ou qui

ont été spoliés de leur terre, leur existence et leur armement défensif sont tolérés par le pouvoir central pendant trois ans et elles reçoivent même de l'aide de l'extérieur ; mais cette *anachorèse* est finalement dénoncée par les conservateurs en 1961 comme un séparatisme de la « République indépendante de Marquetalia ».

Les guérilleros repoussent d'abord victorieusement la première attaque et obtiennent deux ans de sursis. Mais, aidée par les États-Unis, l'armée lance une deuxième attaque en mai 1964 appuyée par des hélicoptères de combat et des bombardements aériens. 1964 est l'année de création par le PC colombien des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Sous le commandement de Manuel Marulanda (dit *Tiro Fijo*), les FARC décident d'éviter l'affrontement ; elles s'échappent avec leurs armes et les zones sous emprise de la guérilla sont reconquises par l'État. Toutefois, à partir de cet abandon de la défense fondée sur un territoire fixe, vulnérable, elles se montrent capables d'augmenter substantiellement leurs effectifs et l'extension territoriale de leurs opérations, pratiquent la guerre de mouvement à partir de plusieurs foyers définis par les zones d'altitude. Il y a innovation dans la théorie du *foco* directement importée de l'expérience de la *Sierra maestra* de Fidel Castro.

44

Une deuxième guérilla naît aussi en 1964, l'Ejército de liberación nacional (ELN), qu'on qualifie de « chrétiens guevaristes », sous le commandement de Fabio Vazquez Castaño, groupe entraîné à Cuba et militants chrétiens, partisans de la *théologie de la libération*. L'ELN a même été rejointe pendant ses premières années par des prêtres catholiques ralliés à la stratégie du « foco », dont le père Camilo Torres qui meurt au combat en 1966. L'ELN a survécu malgré ses pertes à une offensive très violente de l'armée en 1973-1974 et les « elenos » ont reconstitué leurs forces avec un certain appui du président Alfonso Lopez Michelsen, élu en 1974, qui leur permet, dans l'espoir d'ouvrir avec eux une négociation de paix, d'échapper à un encerclement par l'armée. À partir de cette époque, l'ELN eut pour activité l'enlèvement d'otages contre rançon, en particulier d'employés des compagnies pétrolières étrangères, plutôt que de glisser dans le recours aux profits du narcotrafic.

« Programme de pacification nationale » du président Belisario Betancur (1982-1986)

B. Betancur est élu à la présidence de la République sur la base d'un programme incluant des réformes à la fois politiques et économiques. C'est une véritable rupture car, jusqu'alors, les classes dirigeantes niaient l'existence de facteurs économiques et sociaux comme causes de l'extension de la violence. Le 19 novembre 1982,

Betancur promulgue une loi d'amnistie pour les forces de guérilla et leur reconnaît existence légale et représentativité politique. Il ouvre des « négociations » et, afin de définir les modalités de la réinsertion des combattants dans la vie civile, il forme une « Commission de paix ».

Un nouveau parti, l'*Union patriotique* (UP), surgit alors à l'initiative des FARC, en mars 1984, dans le cadre d'un cessez-le-feu qui a duré plus de deux ans. Regroupant des guérilleros démobilisés à cet effet, le Parti communiste et divers courants de progressistes, l'UP devait permettre à l'organisation armée de revenir à la vie civile, une fois la paix consolidée. Lors des élections de mars 1986, l'UP remporte un succès inattendu ; elle fait élire cinq sénateurs, neuf députés, vingt-trois maires de villes intermédiaires et de très nombreux conseillers municipaux. Face à la crise économique le président Betancur avait mis en œuvre le « Programme national de réaménagement » (PNR), un appui au développement des zones de violence et de pauvreté. Cependant, il s'était fermement opposé, durant les négociations de paix, à la proposition de réforme agraire émise par la guérilla. En outre, à partir de 1984, le gouvernement avait appliqué la « politique d'ajustement » préconisée par le FMI. Il avait réduit les salaires, dévalué le peso et accordé un poids croissant au service de la dette. D'autre part, à partir du début des années 1980, une partie du financement des FARC avait commencé à dépendre du développement du narcotrafic. Sur le terrain, des groupes paramilitaires (AUC) liés au narcotrafic et à l'armée apparaissent alors, et déclenchent partout, y compris en ville, l'assassinat systématique des membres de l'Union patriotique : 4 000 assassinats en moins d'un an détruisent l'Union patriotique. Les FARC reprennent alors le combat.

Le « Processus de réconciliation » du président libéral Virgilio Barco

Successeur de Betancur, élu en 1986 avec 58 % des voix, Barco élabore dès le début de sa présidence un programme tendant à « rétablir la convivialité pacifique entre Colombiens », reprenant à son compte le programme du Parti libéral colombien qui, déjà sous Betancur, préconisait la réintégration des groupes de guérilleros dans la vie démocratique. Par un *Processus de réconciliation* qui comportait un ambitieux programme socio-économique de réhabilitation de l'économie rurale affichant un « idéalisme paléolibéral » synthétisé par le slogan : « le véritable ennemi c'est la pauvreté », il maintenait la négociation ouverte avec les FARC malgré certaines opérations offensives lancées contre l'armée.

Un incident particulièrement grave lui fit abandonner son projet malgré les excuses de la guérilla. Le 19 juin 1987, le commandement des FARC lui adressait une lettre signée notamment par Manuel Marulanda et Raul Reyes à la suite d'un choc armé sanglant avec les forces armées régulières qui mettait en question la dynamique de réconciliation. Cette lettre disait : « nous désirons réaffirmer par ce courrier notre disposition à maintenir et approfondir le dialogue..., en demeurant dans le sentiment d'amour pour la Colombie qui permette au pays d'avancer dans le succès de la paix démocratique ».

Mais, malgré ces politesses, on était entré, depuis le « génocide de l'Union patriotique », dans l'ère paramilitaire et le gonflement des « AUC » (*Autodéfenses unies de Colombie*) qui, sous commandement du caudillo tueur populaire, Pablo Escobar, organisait la domination de la narco-économie et poussait son hégémonie jusqu'à séduire certaines villes par un narcopopulisme (le cartel de Medellin). Cette branche, certes illégale, du néolibéralisme, apparaît bien en même temps que la soumission au FMI se confirme.

46 Même si une théorie du complot n'est pas nécessaire pour décrire le rapport de forces global qui rendait le processus de paix vulnérable, ces deux derniers *processus*, avec le recul, prennent figure de manœuvres hypocrites. Grâce au processus de paix qui fit sortir la gauche « civile » de la clandestinité, on obtient, avec la bénédiction des classes traditionnelles, la destruction de la gauche, élue démocratiquement, et avec l'apparition du paramilitarisme d'État sous pression américaine, la guerre rebondit avec de nouveaux objectifs terroristes d'État.

La « Revolución pacífica » du président César Gaviria (1990-1994)

Son programme de gouvernement intitulé « la révolution pacifique » parvint à ce que certains groupes de guérillas (M-19, gauche de Rojas Pinilla, l'ancien dictateur ; EPL, groupe maoïste) réincorporent la vie politique civile. Le chef des paramilitaires du « cartel de Medellin » fut abattu par la police le 2 décembre 1993.

Cette présidence fut marquée aussi par la promotion active du processus d'ouverture économique, on créa le ministère du Commerce extérieur (janvier 1991) ; on décida la réduction des droits de douane, l'ouverture à l'investissement étranger et on amorça l'organisation de la première zone de libre-échange du continent américain. La Colombie fut alors à l'avant-garde du processus d'intégration régionale et subrégionale avec le renforcement du secteur privé et les plans de modernisation des infrastructures portuaires et des voies de communication.

Ce fut aussi le moment de l'élection d'une Assemblée nationale constituante qui élaborait, avec une certaine influence de la gauche ex-guérillera démobilisée, la Constitution de 1991, supposée donner une impulsion à la démocratie directe et participative.

La Constitution de 1991 constitue en soi une négociation de paix, car il s'y trouve inscrits un certain nombre de principes, issus des revendications populaires de base, ce qui en fait, aujourd'hui encore, un monument démocratique et social avancé, nécessaire pour maintenir « l'imaginaire prospectif » du peuple colombien en direction de la démocratisation sociale, même s'il était déjà orienté *de facto* non pas vers la modernisation d'une démocratie sociale, mais par une modernisation liée aux principes du néolibéralisme.

La présidence de Gaviria (1990-1994), outre la création avec les États-Unis de la première zone de libre-échange du continent, est en effet également celle du premier accord américano-colombien, dit « plan Colombie », prévoyant une modernisation économique et un plan de développement de la Colombie en amont de la lutte pour la paix, *mais aussi une contribution considérable à la modernisation de l'armée.*

Une négociation avec l'ELN, toujours en contact avec la hiérarchie catholique, avait aussi commencé à Madrid le 26 mars 1994 par un préaccord secret, dans une rencontre où furent présents des membres de la *Commission de conciliation nationale*. La négociation s'arrête après avoir été découverte par une fuite, qui révélait certains acquits de l'entrevue de Madrid ; mais elle reprend ensuite publiquement à Francfort le 13 juillet avec des représentants du clergé allemand et espagnol et peut-être du Vatican.

Une partie de l'armée s'inquiète alors des dizaines de milliers de réfugiés qui s'enfuient des zones de massacre et est convaincue que la solution du conflit n'est pas militaire. C'est ce qu'indiquait le 31 mars, au Sénat, le général Manuel José Bonett, commandant en chef des forces armées. Il ajoutait dans une interview du 5 avril : « Quand j'ai lu les déclarations de l'ELN, [au lendemain du dévoilement de l'entrevue "chrétienne" de Madrid] j'ai trouvé des points de convergence et je l'ai dit au Congrès. Tant qu'on ne trouve pas de solutions aux problèmes structurels, il n'y aura pas de paix. Ils [l'ELN] l'ont découvert, et moi aussi j'ai découvert, que la nation ne veut plus de guerre. J'insiste sur des solutions sociales, économiques et politiques, et c'est pourquoi, quand j'ai lu le préaccord de Madrid cela m'a rendu optimiste ». Le général Bonett pensait en conclusion que l'ELN était « plus avancée que les FARC dans le processus de réflexion qui mène à vouloir la paix »².

² Alain Joxe, « Colombie : l'Église et le président peuvent-ils protéger le processus de paix ? » *Le Débat stratégique* n° 39, juillet 1998.

Le processus de paix du président Pastrana (1998-2002)

Une vague d'offensives des FARC avait eu lieu entre 1993 et 1998, avec prise de plusieurs bases militaires et de villages, par des opérations déployant plusieurs centaines de guérilleros ; dès son élection en août 1998, Pastrana organise de nouveau la négociation de paix. À partir de septembre, elle est confiée à un *haut-commissaire à la paix*, Victor Ricardo, en direction des FARC et de l'ELN, au départ sur l'idée d'un échange de prisonniers et d'otages.

L'ELN insiste alors sur la nécessité d'arriver à un accord humanitaire ; le 7 octobre, une proposition gouvernementale lui offrait une zone démilitarisée pour négociation au sud du département de Bolivar, mais cette localisation fut rendue impossible par la concentration sur ce site d'une force paramilitaire (AUC) écrasante. L'ELN, dont les effectifs sont bien plus réduits que ceux des FARC, refuse alors de prendre part à la négociation.

Avec l'accord des militaires, on définit pour les FARC une zone de suspension des opérations militaires (« *zona de despeje* ») dans cinq municipalités situées dans deux départements au sud du pays, le Meta et le Caqueta, (dont le bourg San Vicente de Caguan) pour une période de 90 jours renouvelables, afin que s'y tiennent des conversations de paix. La première rencontre entre le commissaire de paix et le commandant des FARC, Manuel Marulanda, se tient le 11 septembre 1998 et donne lieu à la diffusion d'une photo historique marquant le nouveau processus. Des actions paramilitaires tentent de s'y opposer. Les FARC ripostent par des actions importantes dont la prise de certaines bourgades. Le conflit colombien passe à la guerre de mouvement et les forces armées ne semblent plus en mesure de maîtriser les guérillas. Les actions des FARC et de l'ELN partent également sur des barrages routiers, des enlèvements et des sabotages (oléoducs, centrales hydro-électriques).

Une partie des thèmes d'accords, évoqués dans la *zona de despeje* impliquait que l'abandon par les FARC de la narco-économie puisse aller de pair avec une aide à la reconversion de la paysannerie à des cultures non narco.

Les FARC insistaient pour que le gouvernement soit plus actif contre leurs ennemis jurés, les paramilitaires des AUC, groupe qui arrivait à des effectifs de 6 000 combattants : des commandos d'assassins qui remportent des succès, « nettoyant » par des massacres les zones où la population paysanne était acquise aux guérillas. Mais les États-Unis n'allaient pas jusqu'à accepter que l'aide américaine du plan Colombie se déverse sur les paysans de la *zona de despeje* de San Vicente del Caguan.

Le processus reçoit, au mois de mai 1999, l'appui explicite de cinq pays : Costa Rica, Venezuela, Mexico, Italie, Espagne, Suède et Norvège. Pastrana échoue néanmoins, sous la pression conjointe des narcotrafiquants, des milices paramilitaires et des États-Unis ; plus exactement, il vise désormais une répression plus cohérente, avec le lancement d'une version très militaire et paramilitaire du *Plan Colombia*. Au terme d'un entretien avec le président Clinton (le 21 septembre 1999), et sans que le Congrès colombien ait été consulté, Pastrana remplace le Plan de développement par un « Plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État »³. Il a mimé alors une guerre contre la drogue et l'a tournée prioritairement contre les « narco-FARC », niant ainsi la nature sociale et politique du conflit. En octobre 2000, la présidence française de l'Union européenne déclarait au nom de l'Union sa volonté de soutenir financièrement le processus de paix en Colombie, sans pour autant s'associer au plan d'aide américain, pour les trois quarts militaire. En 2002, le Congrès américain a encore octroyé 625 millions de dollars supplémentaires au plan Colombie, rebaptisé pour l'occasion « Initiative andine antidrogue ».

Le 23 février 2002, les pourparlers de paix sont officiellement rompus entre la guérilla et le gouvernement Pastrana. Le lendemain, l'armée colombienne réoccupait la zone démilitarisée, la guerre avec les FARC reprenant de plus belle.

49

Les huit années de guerre des présidences d'Uribe

Les deux périodes présidentielles qui suivent celle de Pastrana sont les huit années du président Uribe. Il se rallie franchement à une stratégie offensive visant la *destruction* des guérillas, considérées non plus comme un facteur politique exigeant négociation, mais comme un ennemi qu'on affronte par des actions militaires avec les moyens les plus modernes et avec des moyens paramilitaires, associés comme un moyen illégal dans la guerre, dans un but de destruction de l'ennemi défini comme délinquant. Uribe, que les AUC considéraient comme *le président le plus proche de leur vision du monde*, et qu'on a considéré parfois comme « latifundiste militariste et narco », reflète l'influence de la présidence de Bush et de l'école antiterroriste puis anti-insurrectionnelle du Pentagone en usage

³ Ce plan, toujours dit *Plan Colombie*, coûtera 7 milliards et demi de dollars, dont 3 milliards et demi de dollars en aide extérieure, (1 milliard 600 millions de dollars proposés par Washington). Il n'a plus pour objectif que de renforcer, équiper et entraîner l'armée colombienne.

en Iraq et en Afghanistan. Mais il n'est pas inutile de rappeler que tous les processus de paix antérieurs avaient échoué et que la politique américaine, parfois invisible ou masquée, a toujours pris au sérieux la question des guérillas colombiennes. Leur manipulation coutumière par « des politiques de paix » fait partie du vocabulaire « réaliste » de l'hégémonie des classes dominantes et du maintien d'une utilisation des forces militaires plutôt comme une armée coloniale que nationale. Quoi qu'il en soit, les huit ans d'uribisme et de bushisme violent n'ont pas eu d'équivalent dans la succession des présidents antérieurs. On peut penser que les États-Unis et l'oligarchie ont cherché à affaiblir suffisamment la guérilla pour qu'une sortie de cet archaïsme puisse être tentée, donc comme une sorte de victoire de l'establishment, avec son atterrissage par un processus moderne, qui maintenait toutefois l'oligarchie archaïque en place. L'espoir est donc d'écraser l'énergie sociopolitique locale, qui recherchait avec impertinence un progrès social démodé, dans la tradition paléo-libérale, et pas seulement chrétienne ou communiste.

Le septième processus de paix lancé par le président Santos réitère donc un effort traditionnel qui avait complètement disparu au cours des deux présidences d'Uribe, mais on doit se demander si ces huit ans n'ont pas servi simplement à rendre possible le retour de Santos à une paix néolibérale sous hégémonie de l'ancienne oligarchie.

50

La non territorialité des « camps » et le maintien hors la loi de la nation colombienne

S'agit-il aujourd'hui d'un processus *plus sincère que jamais* ? Malgré le changement relatif de la présidence d'Obama, on cherche plutôt actuellement, dans le monde, à faire éclater les États-nations faillis qu'à les consolider comme « États de droit » souverains. La négociation, réamorcée en 2012, se présente comme une possibilité d'accord national ayant pour objet un développement rural et urbain coordonné *par l'État, consolidé non par la répression mais par la politique sociale*. La paix pourra-t-elle renforcer l'État, et non l'affaiblir, comme le prétend une partie de l'oligarchie conservatrice ?

Dualité colombienne

La source de la corruption narco se situe dans les espaces pionniers où l'État est absent, comme l'a toujours souligné le professeur Alego Vargas de l'Université Nationale.

Il y a depuis toujours deux Colombies. L'une est celle des plateaux andins à l'exclusion des massifs montagneux, des grandes

villes dans lesquelles vit la majeure partie des Colombiens. Avec une présence de l'État et des gestions municipales au moins moyennement acceptables, depuis l'élimination relative des narcomafias urbaines. L'autre est celle des régions et du monde rural éloigné par la distance et l'altitude. Des conflits violents éclatent dans diverses régions qui sont à l'état d'abandon, dans l'Amazonie ou les hautes montagnes et en général dans les régions de colonisation récente. Là-bas, ou là-haut, l'État est une fiction sauf présence sporadique de la force publique en mission de répression. Dans ces régions « L'Autorité n'est qu'un roi de pantomime face aux pouvoirs illégaux réels du lieu. La vie sociale et économique y est réglée par le pouvoir des armes quel qu'il soit – un groupe de guérilleros, une bande de criminels, un groupe armé de trafiquants, etc. » Dans ces zones, l'État ne gère pas le rapport des forces sociales, la propriété foncière et le cadastre progressent, comme prédation des terres par l'oligarchie foncière, ou plus récemment comme expulsion violente des paysans.

Dans l'agro-agriculture moderne bananière, les syndicalistes des bananeraies sont des héros régulièrement assassinés par les milices patronales ; ils ont une espérance de vie de 35 ans. La *modernisation* agraire est donc elle-même gérée par la menace archaïque de milices qui ne pourraient être modérées que par des milices populaires ou une gendarmerie héroïque, et non seulement par la loi.

Camps ennemis sans territoires

Malgré tout, les « camps » ennemis en Colombie n'ont jamais réussi à conquérir des territoires fixes étendus : vu l'importance dominante des zones climatiques d'altitude par rapport aux découpages territoriaux ordinaires, les troubles locaux ne peuvent pas évoluer vers des séparatismes régionaux cherchant l'indépendance. Dans l'histoire des guérillas, la stratégie du *foco* échoue toujours ; les « républiques » de Marquetalia n'étaient tolérées que comme des zones de refuge. Elles furent assassinées dès qu'elles constituèrent l'amorce d'un appareil d'État nouveau ; la *zona de despeje* de San Vicente de Caguan, sous la présidence de Pastrana, n'était qu'un lieu sécurisé rendant possible une négociation, non l'amorce d'une sécession *topique*, malgré la tendance des FARC à y ressusciter l'icône de Marquetalia.

L'ELN, malgré un soutien discret mais persistant dans l'Église, fut privée de *zona de despeje* par un simple mouvement de concentration des AUC sur le territoire prévu pour l'accueillir. En fait, les deux camps, nécessaires à une guerre, opposent des partis oligarchiques ou des classes sociales, dont la définition, comme

rapport de forces, est sans « commune mesure » avec le compte des voix dans des *circonscriptions électorales*.

En ville, l'appareil central de la République, dont la capitale, est élégant et bien peigné. Mais partout ailleurs, il est nécessairement *lacunaire et corrompu*. La question centrale est donc : pourquoi la corruption, mais aussi pourquoi la résistance à la corruption ?

Persistance héroïque des valeurs démocratiques : la vie contre la corruption et la mort

L'État apparaît corrompu plutôt en raison de la complexité en mutation constante des enjeux et des acteurs, complexité surgissant selon les phases successives de développement politique économique et social hétéroclite, de la complexité idéologique ou religieuse mouvante qui renonce à fixer *du droit* et ne laisse qu'à *l'argent* le rôle d'un langage politique général : riches contre pauvres. Mais en Colombie, tout n'est pas devenu financier puisque le peuple résiste sous menace de mort. La vie défendue par la violence et le deuil n'a pas de *prix*. Le parti libéral lui-même, malgré sa définition oligarchique, mobilise des représentations progressistes, comme le droit pour tous à l'éducation et aux services de santé, revendications qui sont aussi celles du mouvement ouvrier et de la social-démocratie dans toute la sphère du capitalisme. Le catholicisme réactionnaire des conservateurs (*godos*) ne peut triompher totalement de la théologie de la libération et l'ELN ressuscite toujours par la résistance des représentations religieuses.

52

La source de cette mémoire des valeurs politiques est donc réamorçée sans cesse par la violence sociétale elle-même, représentation populaire du mal absolu. Si bien que face à un « État lacunaire », à une « économie narco », à une « armée corrompue », à une « guérilla narco », à une « police délinquante », il y a toujours eu aussi partout dans le peuple des héros : des femmes, des curés, des syndicalistes, des guérilleros, des journalistes et même des héros policiers, ou des héros militaires, qui déplorent la corruption de leurs fonctions. L'argent lui-même n'est donc pas adéquat pour soupeser le rapport des forces et entraîner la paix ou la guerre ; l'accès du peuple à la guerre de guérilla, à des soulèvements syndicaux demeure. Le *populisme narco* surgit dans les zones incontrôlées, il devient chez les paysans un moyen de survie dépendant de la demande, de l'addiction, du marché nord-américain et non d'un plan de développement rural.

Dans ces conditions, la « guerre » colombienne devient alors, en apparence, une guerre à trois camps : la guérilla (FARC, ELN),

les paramilitaires narco, la force armée d'État⁴. Ils ne sont pas totalement corrompus puisqu'on y combat à mort.

Ce rapport conflictuel rend inutile l'intervention directe des États-Unis mais entretient partout l'autodestruction de l'État. L'apparition d'une *guerre à trois camps* dans le système de domination « managé » par les États-Unis dans le monde est un modèle de *simplification* de la complexité, élaboré dans les guerres yougoslaves, la guerre d'Iraq et la guerre de Syrie, et son adaptation au chaos colombien pourrait devenir la morphologie banalisée d'une stratégie anti-populaire stéréotypée. Pourtant, l'existence d'une triade du pouvoir armé peut être contestée si on admet que le paramilitarisme n'est que « la force illégale du pouvoir d'État » comme on a pu le qualifier. Il n'existerait donc que deux camps.

La *faiblesse* du pouvoir d'État, ou même de *l'absence d'État de droit* découle de cette alliance, ce qui ne veut pas dire une faiblesse de la domination et de l'hégémonie des classes oligarchiques. La destruction de l'État pourrait être utilement relayée par la répression « soft » triomphante, électronique et financière. Dans ce chaos, la nature de la *paix colombienne nécessaire* reste incertaine.

La paix proclamée sera-t-elle celle d'une zone de paix, libre d'imaginer autre chose que le néolibéralisme ? Ou bien, en raison des complexités de la reconstruction et de la persistance des milices armées, la paix ne peut-elle être qu'un combat prolongé pour la reconstitution d'un État démocratique social ?

53

Paix formelle et politique constitutionnelle

On devra nommer et pratiquer la paix comme « la mise en application des accords avec la guérilla » ou encore « le post-conflit » réel, par développement des bons voisinages, construits *régionalement*. C'est pourquoi la tâche la plus importante que préconisent souvent les Colombiens partisans de la paix, à défaut d'autre idéologie, *c'est la mise en application ou la révision de la Constitution de 1991, avec renforcement de l'État* pour le peuple, non contre le peuple, dans un nombre suffisant de régions, afin d'empêcher des forces illégales violentes *de garder en charge*

⁴ cf. Alain Joxe, « Colombie : guerre à trois camps, processus de paix en panne et intervention américaine (Le président Samper ou l'émergence de la guerre à trois camps) » in Alain Joxe et Elie Kheir [coord.], *Le débat stratégique euro-américain 1998, Projection de forces et paix en panne, (Colombie, Balkans, Moyen-Orient), Cahiers d'Études stratégiques n° 26*, Paris, CIRPES, 1998, 132 p.

la « *régulation* », normalement étatique, de l'économie de ces territoires. Sous l'égide déterritorialisée des entreprises néolibérales dénationalisées, le nouveau système de paix moderne pourrait faire regretter le règne des bandits locaux.

L'amour du droit et de la justice en Colombie, ce n'est pas de l'idéalisme juridique ni du pacifisme bëlant. C'est l'idée que, sous peine de mort de l'État et de massacres de citoyens, une vraie paix doit s'accompagner d'un *renforcement* de l'État, mais pas de n'importe quel État. D'une certaine façon, un nouvel état, patriotique et juste, c'était bien ce que les guérillas libérales tentaient de *représenter* dans les années quarante et cinquante ; au début, les guérillas des FARC se voulaient aussi l'armée d'un futur État socialiste, éliminant l'état bourgeois, sur le modèle soviétique, mais en conservant l'identité du peuple et de la nation. Les FARC ont toujours exhibé un uniforme portant des insignes aux couleurs du drapeau colombien. Même quand elles glissaient peu à peu vers le statut financier de « *narcoguérilla* », *elles n'étaient pas plus narcoguérilla que les chefs de l'armée régulière n'étaient devenus tous « narcomilitaires » et les AUC « narcofascistes ».*

54

Le processus de paix actuel

En réalité, comme on l'a vu, la guerre interne n'est pas permanente et elle a connu, sous divers présidents d'origines politiques différentes, une série presque ininterrompue de processus de paix. L'échec des cinq d'entre eux n'a jamais pu s'expliquer par la victoire ou l'échec d'un des camps. Face à l'usure des forces de la guérilla, il faut mentionner l'usure, par la corruption, de l'armée et de la police – malgré l'aide américaine – pour comprendre l'épuisement du rapport des forces dans les deux « camps », devenus trois avec les « narcos ».

Les deux présidences successives d'Uribe ont épuisé en quelque sorte la version militaire de restauration de l'État, mise en route par la subvention américaine du plan Colombie ; la guerre à outrance contre les guérillas, qualifiées de terroristes et pourchassées comme délinquants et la tentative secondaire de maîtriser aussi le pouvoir de corruption du narcotraffic auquel certaines instances supérieures de l'État sont restées liées.

La candidature de Santos a pu apparaître d'abord comme la continuité absolue d'Uribe dont il a été un fidèle second comme ministre de la Défense. Sa performance comme ministre cumule : la mort d'Iván Ríos, important cadre des FARC ; l'opération Phénix, bombardement, en Équateur, peut-être sur indication de la CIA, d'un camp des FARC, au cours duquel Raúl Reyes, autre cadre

important des FARC, trouve la mort - ce qui déclenche une crise diplomatique entre la Colombie et l'Équateur. Sa gestion est entachée par l'affaire des « faux positifs » : des civils assassinés par l'armée, poussée au « rendement » étaient classés comme guérilleros tués en opération. Le jour même de son avènement, il se pose avant tout comme le continuateur de la politique de « sécurité démocratique » du président sortant ; il promet en particulier *l'anéantissement* des FARC et exige qu'elles libèrent tous leurs otages. Toutefois, soit par pression obamiste, soit par une analyse à la fois paléo et néolibérale, proprement colombienne, ce représentant parfait de l'oligarchie éclairée du XIX^e siècle, dont la famille est propriétaire du journal *el Tiempo*, a pu décider d'un tournant, par un processus de paix, qui se proposerait encore une fois de remettre l'État colombien dans le peloton des États réussis et non dans la poubelle des États faillis.

Cherchera-t-il jusqu'au bout en favorisant une réforme de l'État, une paix démocratique qui soit issue de ce qui reste de pensée sociale de gauche, dans la culture et les exigences des FARC et du libéralisme idéal ?

Ou bien, comme dans les péninsules méditerranéennes d'Europe, le système financier anonyme a-t-il décidé que « le jeu de la paix démocratique n'en vaut pas la chandelle » ? C'est ce qu'on peut examiner en traitant dans cette partie le *septième processus de paix*

55

La méthode de négociation

Le 27 août 2012, à Bogotá, le président Juan Manuel Santos annonçait l'ouverture de négociations de paix avec les FARC. L'accord qui règle la méthode de négociation s'intitule : « *Accord général pour la cessation du conflit et la construction d'une paix stable et durable* ». Six caractéristiques de la négociation en font un modèle original par rapport aux précédentes.

Tout d'abord, il n'y a pas cessation des hostilités avant conclusion de l'accord et les actes de guerre ne peuvent être considérés comme mettant en cause le processus de paix. Cette règle a permis à Santos de faire tuer Cano encerclé, comme un acte de guerre, tandis que les FARC, après leur trêve unilatérale, continuent escarmouches et enlèvements.

Ensuite, il n'y a pas de zone de négociation *en Colombie sous régime de cessez-le-feu* : les négociations ont lieu à l'étranger, dans un pays « ami des guérillas » par son histoire et sa légende : Cuba, en train d'évoluer vers plus de libertés politiques tout en défendant un régime social, « communiste d'ouverture », malgré le blocus des États-Unis.

De plus, cette négociation est soutenue par une série d'États : Cuba et la Norvège désignés comme « États garants », ainsi que la Grande-Bretagne et les gouvernements vénézuélien, équatorien et chilien comme accompagnateurs de la négociation.

Enfin, les questions qui doivent être traitées dans l'accord sont fixées par le pré-accord et sont au nombre de six :

- *Politique de développement agricole intégral, y compris réforme agricole* (política de desarrollo agrario integral).
- *Droit de future participation en politique des ex-combattants* (participación en política).
- *Définir la fin du conflit armé, donc la paix* (fin del conflicto).
- *Solution au problème de l'économie des drogues illicites* (solución al problema de las drogas ilícitas - narcotráfico).
- *Réparations aux victimes de la guerre et mesures de mise en œuvre concrètes* (víctimas y reparación e implementación).
- *Vérification finale du contenu et signature-confirmation-ratification de la validité du document final* (verificación, referendación).

Ces six questions seront abordées et réglées *une par une et dans l'ordre*.

56

La conclusion d'un accord à la fin de chacune des phases sera communiquée au public sans aucun détail sur la substance des discussions et le contenu détaillé de chaque accord.

De plus, aucun de ces accords successifs ne sera considéré séparément valable ; autrement dit, l'accord n'existera que comme accord final global, quand on sera arrivé à conclure le dernier des six points, qui est précisément la révision du tout et la ratification complète.

Le progrès de la négociation

La publication des clauses de l'accord sur le processus donna lieu à des déclarations optimistes à la fois de la part de « Timotchenko », chef des FARC et de Santos, président de Colombie⁵. Avec quelques étrangetés. Par exemple, recevant une délégation israélienne de la « fondation Shalom », le président fit un éloge parallèle bien

⁵ Juan Manuel Santos a dit qu'on était en train de construire la paix dans toutes les actions du gouvernement avec application de la « loi sur les victimes de la restitution des terres », avec des efforts en matière de sécurité et avec l'engagement d'éradiquer l'extrême pauvreté.

peu encourageant du processus de paix israélo-palestinien et du processus colombien⁶.

La méthode suppose qu'il existe une volonté politique d'aboutir capable de résister aux tentations de rompre en cas de difficulté ; la méthode suivie (négociations tenues secrètes jusqu'à la fin des six points) permet d'espérer un résultat non soumis aux campagnes médiatiques.

Depuis l'ouverture des discussions à La Havane en 2013, la négociation a abouti sur les trois premiers thèmes :

- Les questions agraires.
- La participation politique (novembre 2013).
- La fin du conflit (décembre 2013).

En janvier 2014, les discussions s'ouvrent sur l'économie des drogues illicites.

Actuellement ces conditions de négociation se maintiennent. Mais les tensions augmentent.

Conclusion

Cette conclusion destinée au *suivi* de la négociation de paix qui se poursuit nous oblige à voir en face que la Colombie *est bien de notre siècle* : elle est passée en cinquante ans par trois guerres formant trois étapes violentes du développement capitaliste mondial :
– Échec de la guerre populaire contre une culture d'état post coloniale.
– L'exploitation violente de l'aubaine du marché américain de la drogue.
– Actuellement, l'adaptation à l'extension accélérée de la globalisation financière.

À chacune de ces étapes, l'articulation des conflits colombiens avec une doctrine stratégique américaine cherchant à garder le contrôle du continent sud était inévitable ; mais l'éclatement de la nation colombienne paraît résister à toute division « identitaire » favorisant l'implication indirecte du système financier. De ce fait, il subsiste sans doute une différence entre l'analyse *militaire* américaine et l'analyse *politique* latino-américaine et européenne qui garde quelques traces de volonté souveraine des nations.

Les Européens, membres du club d'appui au processus, entendent bien la paix comme un changement de type d'État : on ne peut plus accepter la dominance violente, non électorale, des

⁶ « Recordó que *shalom* es una palabra que significa paz. La paz que buscamos y anhelamos israelitas y colombianos desde hace tantas décadas. » *Espectador*, 16/10/2012.

partis traditionnels et des armées (privées ou publiques) qui les soutiennent. Cette analyse reste celle de l'ELN qui, récemment, prend des distances avec une croyance optimiste en l'issue du processus. Les FARC commencent aussi à se méfier de tout ce qui rappelle le massacre de l'Union patriotique.

La négociation se poursuit dans une atmosphère électorale et la « politique » paraît être devenue la dynamique principale du processus. Les législatives paraissent favoriser le processus. Le président Santos paraît sérieusement en tête des trois candidats présidentiels possibles : Santos, un candidat des Verts, une candidate conservatrice. Sa réélection semble garantie, peut être pas au premier tour, mais au second.

Cependant, cette période, qui s'étend jusqu'à la ratification du traité de paix final, reste un temps de guerre : derrière l'atmosphère *politique*, il est nécessaire de définir la situation *stratégique* ; le détail du passé conditionne la stratégie du futur. Le président Santos a pu expliquer clairement cette mécanique de guerre dans son commentaire sur la mort de Cano, chef militaire des FARC, en 2012. Il a donné lui-même l'ordre de le tuer alors qu'il était repéré et encerclé, en dépit du fait qu'ils avaient eu des rapports très positifs au moment des contacts préliminaires. On était en guerre, c'était la règle du jeu, insérée dans l'accord sur la méthode de négociation. La non-suspension des hostilités donnait le droit et le devoir d'autoriser l'armée à mener l'opération rendue possible par la localisation précise du chef ennemi.

58

Ensuite, une fois le processus avancé, et dans l'épanouissement d'une certitude officielle - y compris américaine - que le processus était un succès, le président Santos a pu lâcher le commentaire suivant : *aujourd'hui, si je connaissais le lieu exact où se trouve Timotchenko* (le nouveau commandant en chef des FARC), *je réfléchirais à deux fois avant de donner l'ordre de l'abattre*. Ce discours peut passer, *politiquement*, pour confortant la perception optimiste du processus. Mais *stratégiquement* parlant, il contient une menace persistante qui s'accumule au lieu de diminuer, si on considère que cette menace contient l'annonce d'autres assassinats ciblés rendus possibles par l'aide américaine, ses instruments de localisation de ciblage et de frappe, du style de ceux qui avaient été mis en jeu en Afghanistan et au Pakistan sous Bush – et sous Obama.

Il y a aussi l'offensive « civile » contre *Marcha patriótica* [cf. annexe chronique, 23 janvier], quoiqu'il ne s'agisse pas d'une violation explicite des règles du processus, il est clair qu'il s'agit d'une action concertée du système *judiciaire policier, paramilitaire, militaire, monté sous Uribe* pour maintenir la stratégie « bushiste » de destruction de l'ennemi intérieur sans négociation. Les discours

négatifs sur le processus, soutenus par les uribistes, font le plein d'une droite traditionnelle qui n'est plus majoritaire. Mais plus la discussion dure, plus la menace de mort va peser politiquement sur le processus. Cette menace n'a pas besoin d'être proclamée ouvertement, *puisqu'elle est mise en forme par les modalités même de l'accord de négociation*. Elle pèse explicitement en faveur d'une *accélération des concessions* des guérillas, ce qui pourrait aboutir à des accords néfastes pour la paix future. On est donc, sans statut précisé par le document fondateur, au contact d'une négociation militaire et d'une négociation politique.

Face aux moyens modernes, les combats sont en effet devenus de plus en plus coûteux en hommes chez les FARC et les désertions ou « démobilisations » ont augmenté depuis 2013.

L'ELN n'est encore soutenue que par un reste de légitimité catholique peut-être renouvelée sous le nouveau pape François latino-américain, jésuite et néanmoins franciscain. Les FARC ne sont plus aidées par un « bloc socialiste » international, mais conservent un réel savoir-faire militaire et un talent d'organisateur rural, opposable à celui des narcomilices et donc utile à une pacification réelle des zones pionnières.

Sans doute, aux États-Unis, certains *think tanks* soulignent-ils l'urgence de prévoir, dès maintenant, les crédits importants qui seront nécessaires pour aider la transition colombienne vers un nouveau modèle économique et une agriculture non narco – ce qui prouve que l'optimisme est de règle dans certains secteurs économiques.

Contre la vulnérabilité du processus, il resterait sans doute un rempart possible au sein même de l'armée colombienne. On l'a vu, un ex-général en chef a pu récemment déclarer qu'il était pour la paix car, par son expérience : « il ne croyait plus que les FARC puissent être définitivement vaincues militairement » [cf. annexe chronique, 22 février].

Au plan géostratégique, l'Europe – si elle s'y décide – pourrait formuler une tactique autonome des États-Unis en la matière. Disposant par l'intermédiaire des deux *nations garantes* du processus – Grande-Bretagne et Norvège –, d'une coresponsabilité qui ne dépend pas des aléas d'une décision du Conseil de sécurité de l'ONU, les Européens et les Latino-Américains pourraient proposer quelques principes de précaution et une aide contre l'utilisation hypocrite des milices d'assassins, dans la phase la plus délicate du processus qui se rapproche de la conclusion – ou de la rupture finale.

Chronique du processus : janvier-février 2014

Pour conclure sans conclusion puisque les négociations se poursuivent, on fournit ci-dessous une chronique extraite de la rubrique « processus de paix » du journal el Espectador depuis janvier 2014. Ceci permet de sentir l'atmosphère à la fois chaotique et ordonnée, pessimiste et optimiste, qui caractérise ce qui est livré à l'opinion.

On percevra l'importance dans la société du déroulement du processus de négociation par les violentes critiques parfois formulées à son égard. La chronique détaillée et résumée des deux premiers mois de l'année laisse aussi entrevoir la « bonne volonté » vraie ou affichée des deux parties qui continuent à se combattre sur le terrain.

1^{er} janvier • Le président Santos ouvre l'année par un flot de souhaits optimistes sur les chances de voir 2014 être l'année de la paix. Il n'hésite pas à dénoncer la « propagande noire » qui tend à faire croire que le processus mettrait en cause les principes de la démocratie et de la justice. Le 4 janvier, en effet, l'ex-président Uribe avait déclaré que « *la paix ne doit pas être une exaltation du criminel, mais le moment de son châtement pour qu'il ne récidive pas* ». Ce genre de commentaire est périodiquement repris pour mettre en cause la légitimité même des négociations.

7 janvier • Selon un sondage, la popularité d'Uribe connaît une dégradation régulière et le président Santos aurait désormais dépassé les 50 % d'opinions favorables.

• Tout un groupe de guérilleros de la FARC d'un front précis se serait rendu à l'armée et aurait demandé « le statut de démobilisés. » Ce fait, malgré son importance s'il était confirmé, ne fait plus par la suite l'objet d'aucun commentaire (il y aurait eu plusieurs cas de ce genre en 2013).

11 janvier • Santos réaffirme ce qu'il considère comme la règle des débats de La Havane : « aucune des parties ne cherche la *soumission* de l'autre. Personne ne cherche à ce que l'autre s'agenouille et se rende : nous sommes en train de mettre en forme une sortie de conflit dans la dignité et c'est bien comme cela que se terminent tous les conflits ».

13 janvier • Santos énonce que « les Colombiens devront *ratifier* les accords » sans préciser sous quelle forme (référendum ? vote du Congrès ? nouvelle constitution ?).

Le 14 janvier • Le chef de la délégation FARC à La Havane déclare que le vote blanc aux élections prochaines devrait être associé à la

demande de convoquer une nouvelle Constituante, pour introduire dans la Constitution les modifications rendues nécessaires par les accords conclus précédemment.

15 janvier • La négociation de La Havane aborde le sujet n° 4 du processus : la question de la conversion de la production des cultures narco. Les FARC énoncent leur point de vue dans un communiqué : la lutte contre la narco-économie des zones *cocaleras* doit passer par la régularisation de la production et la substitution des cultures illicites par d'autres produits, mesure favorisée par une aide visant la résurrection d'une agriculture paysanne de consommation alimentaire normale. Ils disent en outre qu'en échange de la fin du recours à la culture de la coca, il faut que les paysans acquièrent « une prévalence des droits de l'homme » dans leur mode de survie.

• C'est aussi le jour que choisissent les FARC pour marquer, par un attentat la fin de la trêve qu'ils avaient unilatéralement proclamée en décembre. La guérilla fait donc exploser le 15 janvier une « bombe motocyclette » à Pradera (Valle) près d'un poste militaire, qui cause 56 blessés. Une « Fondation pour la paix » estime que cette trêve avait été respectée à 95 % et qu'un certain nombre d'opérations menées par les FARC ont été des combats défensifs déclenchés par une action offensive de l'armée. Cette action, qualifiée de « lâche » par le ministre de la Défense, est condamnée par Santos comme une action « contradictoire et irrationnelle ».

17 janvier • Cela n'empêche pas le président Santos de redire dans une interview accordée au journal espagnol *El País* qu'il « pensait en toute confiance pouvoir signer l'accord de paix cette année même avec les FARC », et « qu'il imaginait parfaitement des représentants des FARC siégeant au Congrès » ; que chacun conserve ses idéaux mais lutte alors « pour son idéal, sans armes ni violence, en utilisant les voies démocratiques ».

19 janvier • En riposte à l'attaque des FARC du 15 janvier, l'armée opère un bombardement aérien qui se solde par la mort de 9 guérilleros.

21 janvier • Uribe poursuit sa campagne « antiprocessus » en s'élevant contre l'idée de « justice de transition », mise en avant par le gouvernement dans le cadre de la discussion du point 2 (sur la réintégration des combattants dans la vie politique). Mais le gouvernement déclare que la justice de transition n'est pas un « acte de résignation », car il ne concède aucune impunité aux responsables de crimes contre l'humanité (les crimes de guerre ne sont pas mentionnés).

• Humberto de la Calle, chef de la délégation gouvernementale à La Havane, s'explique sur le fonctionnement et les objectifs de la négociation pour contrer certaines assertions de l'opposition uribiste. « Les négociations, dit-il, s'en sont tenues strictement aux 6 points faisant l'objet du pacte de La Havane du 26 août 2012 ». Il ajoute que « tout ce que les FARC peuvent dire en dehors de la table de négociation doit être interprété comme des annonces politiques qui n'ont rien à voir avec le travail qui se déroule dans la négociation. » Il soutient aussi que tous les points qui ont fait l'objet d'accords sur les deux premiers thèmes, développement rural et garantie de participation en politique des ex-combattants, restent inscrits fidèlement dans les principes idéaux de *l'État social de droit* (nous soulignons). Ce qui a fait l'objet d'accords, précise-t-il, implique des réformes, *y compris des réformes constitutionnelles* (nous soulignons) mais rien n'y correspond à « des concessions qui dévaloriseraient l'essence de la démocratie ». On doit « considérer comme inexacte la version qui prétend qu'on y trouve une réduction des forces armées » car « la structure et le fonctionnement des forces armées ont été explicitement exclus des conversations ». Il nie enfin que les accords en matière agraire aient « affecté la propriété privée ».

22 janvier • Massacre de « Marcha Patriótica » Sur ce, éclate une affaire particulièrement grave : le massacre en cours de nombreux membres et candidats du parti politique de gauche intitulé « *Marcha patriótica* ». Ivan Marquez, n° 2 de la délégation, écrit : « nous ne pouvons tolérer qu'au milieu d'un processus de paix, la « Marche patriotique » soit anéantie de manière systématique, comme il est arrivé avec la *Unión patriótica* ».

Les FARC dénoncent le fait que les membres de ce groupe subissent une tuerie individuelle systématique comparable à celle de l'UP dont 4 000 sénateurs, députés, conseillers municipaux et militants ont été assassinés à l'issue du processus de paix de Belisario Betancur. Depuis sa création, *Marcha patriótica* a subi *l'assassinat de 29 militants, dont 12 entre les mains de la force publique, et la disparition de trois autres membres et l'ouverture de procès contre 200 autres*. Ce massacre serait contraire au fait que l'accord partiel sur le point n° 2 (la « participation politique »)⁷ ait été conclu en novembre. Les procédures judiciaires contre les sympathisants de gauche seraient un indice du caractère offensif d'une partie de l'appareil d'État, avec

⁷ « Una pésima señal que sigue minando la confianza en la palabra del gobierno » y « un dementís » al acuerdo parcial sobre participación política logrado el año pasado en los diálogos de paz.

une présomption de complicité avec une série d'assassinats « privés ». Le rappel du massacre de *l'Union patriotique* est pertinent pour qualifier celui de la Marche patriotique de sabotage de la confiance dans le futur processus politique *et juridique*.

29 janvier • À l'occasion de la réunion à La Havane du CELAC (*Comunidad de Estados latino-americanos y Caribeños*), le président Santos s'entend avec le président équatorien Correa pour projeter que les négociations avec l'ELN puissent avoir lieu en Équateur. Une « alliance pour la paix » entre les FARC et l'ELN avait été décidée en décembre.

31 janvier • Un candidat sénateur du parti « Cambio radical » Julio Cesar Castillo, lance l'idée de créer une *garde nationale* qui embaucherait les FARC rendus à la vie civile. Elle pourrait avoir pour tâche de surveiller utilement les frontières et les routes, tâche contrôlant l'insécurité à l'origine de la formation des BACRIM (bandes armées criminelles) qui dérive d'une absence de gestion de la démobilisation des paramilitaires sous URIBE.

4 février • Les FARC proposent la création d'un service de contrôle international sur la substitution des cultures illicites qui serait intégrée par le bureau des Nations unies contre la drogue, par UNASUR et par « la communauté académique ». Un programme de cinq ans serait à élaborer pour la *substitution complète* par un plan de développement alternatif entièrement pris en charge par l'État colombien avec participation des populations.

5 février • Une ex-sénatrice, Piedad Córdoba, fait référence à la nécessité d'une épuration chirurgicale à l'intérieur de la force publique et d'une « redéfinition du rôle des forces militaires en relation avec le développement des conversations avec les FARC ». « Sans un changement de mentalité », dit-elle, « *tous les citoyens qui recherchent la paix et les droits de l'homme continueront à être considérés comme des ennemis internes* ».

7 février • Cinq guérilleros (2 ELN et 3 FARC) sont tués dans deux engagements avec l'armée.

17 février • Le Royaume-Uni et la Norvège réaffirment leur appui au processus de paix.

22 février • Le général Freddy Padilla de Leon, ex-commandant des forces militaires et actuel candidat au Sénat, espère être utile dans le nouveau Congrès pour légiférer dans la période du « postconflit ». « Homme de guerre devenu homme de paix », il considère que « telle que se présente la guerre en Colombie, il est très difficile d'arriver à

la défaite militaire de la guérilla ». Certains, dit-il, « prétendent que des militaires s'enrichissent à la guerre, mais tous les vrais soldats du haut en bas de la hiérarchie se nourrissent jour après jour de l'espérance de la paix ».

23 février • Santos, dans une interview pour le magazine espagnol *la Razón*, déclare qu'on ne va pas changer le modèle d'État ni le modèle économique par négociations avec la FARC.

24 février • Les FARC commentent la tentative d'assassinat contre la candidate présidentielle du parti « Union patriotica », Aida Avella, et le candidat au Sénat, Carlos Lozano, dans le département d'Arauca. « Cet attentat raté équivaut à fusiller la crédibilité du processus de paix. » Ils exigent une enquête avec des résultats immédiats, car ils estiment que les ennemis de la paix commencent à agir sans aucune retenue. Il met en cause les agissements de la CIA *et de l'intelligence militaire* qui introduisent « une grande méfiance pouvant affecter le processus de paix dans le cycle actuel de négociation ».

- Ils dénoncent également la corruption dans les forces militaires, mais en précisant qu'on ne doit pas se focaliser sur celle des petits poissons mais sur les requins de la haute finance qui gèrent des sommes considérables, les crédits de modernisation des armements provenant de « la maudite aide américaine, les 27 milliards de pesos que le budget national de 2014 destine à la guerre, ainsi que les fonds secrets qui alimentent la guerre sale ».

- Le chef de délégation de la Colombie à La Havane dénonce le fait que les FARC puissent « émettre des opinions, à partir de Cuba, sur le fonctionnement des institutions » et précise que « si les FARC désirent participer au débat public, ce qu'ils doivent faire, c'est *avancer rapidement vers un accord* pour en terminer avec le conflit et donner alors des preuves concrètes d'engagement en faveur des valeurs et des procédures de la démocratie ».